

Chantier de l'A69

Une équipe de France 3 Occitanie agressée, le droit à l'information une nouvelle fois bafoué, c'est inacceptable !

Ce dimanche 24 mars, une équipe de la locale du Tarn de France 3 Occitanie s'est rendue sur le chantier de l'Autoroute A69 devant relier Toulouse à Castres. Il s'agissait de filmer la descente des "écureuils", les opposants au projet d'autoroute, perchés dans les arbres depuis près de 40 jours.

L'accès au site de la Crem'arbre, à Saix près de Castres (Tarn), a été interdit une fois de plus aux journalistes. Les deux consœurs ont attendu plusieurs dizaines de minutes, tenté de discuter, d'expliquer aux forces de l'ordre qu'elles n'avaient pas le droit de leur interdire de faire leur travail. Le ton est monté, une journaliste a été poussée violemment, alors qu'elle tenait le pied de la caméra dans ses bras, et s'est retrouvée au sol. Un geste inadmissible qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques si la journaliste était mal retombée.

Ce n'est, hélas, pas la première fois que le droit à l'information est bafoué sur ce chantier. Des entraves inacceptables, des intimidations intolérables ont eu lieu de manière récurrente depuis plus d'un an.



© David Bobin

Interdictions d'accéder au chantier malgré l'autorisation du propriétaire, journalistes filmés par les forces de l'ordre, cartes de presse photographiées, des gendarmes qui se placent délibérément devant l'objectif de la caméra, etc.

Toutes ces exactions ont été dénoncées et rapportées au préfet du Tarn, lors de la réunion d'un groupe de contacts, ce mardi 19 mars, avec des représentants des ministères de l'Intérieur, de la Culture et de la Communication, ainsi que des représentants syndicaux du SNJ.

Le préfet avait pris les engagements de permettre l'accès au chantier, de créer un groupe (WhatsApp) pour faciliter les échanges, de cesser toutes les intimidations. On voit le résultat !

Le SNJ apporte tout d'abord son soutien à notre consœur rédactrice, à sa collègue JRI qui a filmé la scène, ainsi qu'à l'ensemble des journalistes de l'édition locale de France 3 Tarn.

Malheureusement, dénoncer ce qui s'est déroulé ce dimanche 24 mars lorsqu'une équipe de France 3 Tarn se voit empêcher d'exercer son métier et sa mission de service public par les forces de l'ordre ne suffit plus.

Condamner l'attitude des forces de l'ordre qui ont délibérément jeté à terre une consœur voulant aller rejoindre son lieu de tournage ne suffit plus.

Réprouver l'attitude des autorités envers les journalistes depuis près d'un an, autour du chantier de l'A69, ne suffit plus.

Alors que faut-il faire désormais Monsieur le préfet ?

Que faut-il faire pour que vos engagements pris lors d'une réunion avec vous soient appliqués ?

Que faut-il faire pour vous demander de faire respecter la loi et simplement la loi par les forces de l'ordre, dont vous avez la charge ?

Que faut-il faire pour garantir le droit des journalistes à faire leur métier en France en 2024 ?

La liberté de la presse n'est pas à géométrie variable. Elle ne se met pas entre parenthèses, le temps d'un chantier controversé. Elle ne vous appartient pas.

Parce que le SNJ n'acceptera jamais que les journalistes ne puissent plus faire leur travail librement, nous n'acceptons pas vos excuses présentées en fin de journée, ce dimanche 24 mars. Le mal est fait, une nouvelle fois. Le SNJ se réserve le droit de tirer toutes les conséquences, y compris judiciaires, de cette nouvelle agression.

Toulouse, le 25 mars 2024